

HAPLUCIA

P4

**La lutte contre la corruption
bientôt enseignée à l'école**



Le corps diplomatique
rassuré

Municipales 2025



M. PANETO B.
mobilise Fazao
pour **UNIR**

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses N° 522 DU 10 JUILLET 2025 - Prix 250 F CFA

Situation sociopolitique expliquée aux médias



**Le gouvernement condamne les
actes de vandalisme contre
l'État et apporte des précisions**



Chers usagers de la route, merci de prévoir
exactement le montant équivalent à votre
redevance afin de faciliter le passage au péage.

L'actualité continue sur le www.waraa.tg

Promotion du numérique

Un catalyseur pour les entreprises togolaises

La révolution numérique s'observe, s'expérimente et surtout, s'illustre dans le quotidien des entreprises, notamment les plus modestes. Très souvent considérées comme les maillons fragiles du tissu économique, les Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) sont aujourd'hui les premières bénéficiaires de la transformation digitale orchestrée avec rigueur par les autorités togolaises.

Grâce aux soutiens du gouvernement, les TPME découvrent les promesses concrètes d'un monde connecté. Leur réalité change, leur horizon s'élargit et leur chiffre d'affaires décolle.

Une étude menée en juin 2024 sous l'égide de la ministre secrétaire générale de la présidence, Sandra Johnson, met des données parlantes sur ce que beaucoup observaient déjà. Les PME qui ont adopté des technologies numériques affichent une croissance moyenne de 29 % de leur chiffre d'affaires, bien au-delà des 13 % enregistrés chez les grandes entreprises.

Mieux encore, celles engagées dans le commerce extérieur enregistrent une progression spectaculaire de 51 %. Cette étude, s'appuyant sur les données

du Recensement général des entreprises (RGE) de 2018, montre que les PME sont particulièrement sensibles aux apports de la digitalisation, à condition que leur environnement soit favorable.

Le niveau d'éducation des dirigeants, la qualité de la connexion Internet, l'investissement en recherche et développement, mais aussi la géolocalisation de l'entreprise jouent un rôle clé dans l'adoption des outils numériques.

C'est dans ce contexte que le gouvernement, à travers la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) et avec l'appui de la coopération allemande (GIZ), a lancé le Projet de transformation digitale de l'économie togolaise (ProDigiT).

Déployés sur l'ensemble du territoire, 50 consultants spécialisés



accompagnent actuellement 150 entreprises sélectionnées pour leur potentiel de croissance. Leur mission : réaliser un diagnostic numérique, conseiller sur le marketing digital, repenser la stratégie commerciale et initier les entreprises aux outils numériques adaptés à leur secteur.

Une initiative qui ne cache pas l'autre lancée en 2023, Lon'Kèlèw, qui a soutenu 80 TPME, dont 34 dirigées par des femmes. Il a aussi aidé à former plus de 230 employés et sensibilisé plus de 400 entreprises via des ateliers régionaux.

Pour transformer la promesse numérique en réalité économique, en-

core fallait-il bâtir un socle technologique robuste. C'est chose faite avec l'inauguration en 2021 du Lomé Data Center, fleuron de l'infrastructure numérique togolaise, pour un investissement de 12,7 milliards.

Ce centre d'hébergement ultrasécurisé permet aux entreprises, y compris les plus petites, de stocker leurs données localement, d'accéder à une bande passante haut débit et de réduire leurs coûts opérationnels.

La sécurité, justement, n'est pas en reste. En 2024, l'Agence nationale de cybersécurité (ANCy), en partenariat avec Cyber Défense Africa, a multiplié les

formations et campagnes de sensibilisation auprès des PME, insistant sur les risques liés aux failles informatiques, à l'hameçonnage et à la mauvaise gestion des mots de passe. Car un numérique florissant n'a de sens que dans un environnement de confiance.

La transformation s'opère aussi dans les rapports entre l'État et les entrepreneurs. Avec la plateforme service-public.gouv.tg, le gouvernement togolais propose désormais une panoplie de démarches administratives en ligne : demande de carte de séjour, création d'entreprise, déclaration d'impôts, obtention de certificats...

En fait, l'objectif est de faire de la dématérialisation un catalyseur de simplification, pour libérer les énergies, raccourcir les délais et donner à chacun les outils pour réussir. Toutes ces initiatives démontrent une fois encore l'accélération de la transformation digitale qui se retrouve dorénavant au cœur de tous les secteurs d'activité au Togo.

Waraa

WARAA
 Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
 Tél : 90-02-52-45
 E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
 c/s Casier N° 087. 13 BP152
 LOMÉ-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Michel Yao TCHADJA
 (alias Ezi Akoma)
 Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION

Ezi Akoma
 Razak
 Tchaa
 Jack Nukunu

INFOGRAPHISTE

Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE

YANIDEL GROUPE

Tirage : 3.000 Exemplaires

Révisé N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs

appelez le 90-02-52-45

Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-21-39
Police secours	117

Manifestations politiques

Des observateurs et défenseurs des droits de l'homme invite les OSC à plus d'objectivité

Le Réseau Panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme a rencontré la presse hier 07 juillet 2025 à Lomé. Il s'est, au cours de cette rencontre, prononcé sur l'un des sujets brûlants de l'heure. Il s'agit des manifestations politiques des 06, 26, 27 et 28 juin 2025 qui ont viré aux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre dans certains quartiers de Lomé. A entendre ce réseau, un ensemble d'organisations se réclamant de la société civile togolaise, a fait une lecture partisane de la situation. « Nous estimons utile et nécessaire de proposer une autre lecture, plus équilibrée, plus lucide et respectueuse des principes fondamentaux qui régissent la vie démocratique. », a-t-il indiqué.

Pour le Réseau Panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme, une société civile crédible se doit d'être responsable et cohérente dans ses dénonciations sans faire le relai aveugle des campagnes de désinformation. Il trouve que les autres organisations de la société civile versent malheureusement dans une dénonciation unilatérale qui, tout en prétendant agir pour l'intérêt général, omet délibérément des faits essentiels tels que les appels à la violence, les injures publiques, les tentatives de subversion et l'usage manifeste des réseaux sociaux pour inciter à la haine ou à la destruction des symboles républicains. « Il est pro-



fondément regrettable que des propos violents tenus par certains soi-disant influenceurs ou activistes incitant à brûler les mairies, insulter les représentants de l'État, ou attaquer les Forces de l'ordre n'aient suscité aucune réaction ni condamnation de la part de ces mêmes organisations aujourd'hui promptes à dénoncer la prétendue répression. L'absence d'équilibre dans l'analyse ôte à ces revendications toute légitimité morale », a-t-il indiqué.

Le Réseau Panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme soutient que dans les moments tumultueux, la société civile doit faire preuve de hauteur. Etre du côté des droits en nommant les torts où ils se trouvent. Pour lui, une société civile authentique ne se laisse pas instrumentaliser. Elle élève le débat, agit avec responsabilité et veille à préserver l'équilibre entre les exigences de liberté et les impératifs de paix sociale. « La société civile togolaise ne saurait être uniforme ni capturée par une pensée unique. Elle doit rester plurielle, ancrée dans le réel, soucieuse d'objectivité, de vérité et de paix. ».

Soucieux de la préservation de la paix et de la stabilité dans notre

pays, le Réseau Panafricain des observateurs et défenseurs des droits de

l'homme appelle toutes les voix citoyennes sincères à se mobiliser non pour attiser les braises des tensions, mais pour raviver les flammes du dialogue, de la justice équilibrée et de la construction nationale.

Il invite tous les partis politiques attachés à la paix, au dialogue et au consensus à s'inscrire dans la dynamique du Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC). « C'est par la discussion politique que les diffé-

rences se résolvent, non dans les confrontations violentes. », indique-t-il. En parallèle, il appelle le Gouvernement à intensifier les actions socio-économiques en faveur de la jeunesse, des femmes et des personnes vulnérables. Les initiatives en cours doivent donc être renforcées pour garantir inclusion, justice sociale et opportunités pour tous, dans l'esprit des objectifs de développement durable.

Jack NUKUNU

Récentes manifestations des 06, 26, 27 et 28 juin 2025

Le corps diplomatique rassuré

Au Togo le gouvernement a échangé avec les représentants des missions diplomatiques et consulaires accréditées au Togo. Les discussions ont porté sur les récentes manifestations des 06, 26, 27 et 28 juin 2025 dans certains quartiers de la capitale au Togo et la désinformation entretenue par les médias internationaux et les réseaux sociaux.

Selon les autorités, ces manifestations sont initiées et alimentées par des activistes principalement basés à l'étranger. Face aux diverses interprétations et aux flux de désinformation ayant circulé sur ces événements, le gouvernement a tenu à exposer les faits, apporter des clarifications et réaffirmer son engagement en faveur de la paix, de l'État de



droit et du respect des libertés fondamentales. La délégation gouvernementale était composée du ministre des Affaires étrangères Robert Dussey ; le ministre de l'Administration territoriale Hodabalo Awaté ; le ministre de la Sécurité Calixte Madjoulba ; le ministre des Droits de l'Homme Pacôme Adjourouvi et le ministre de l'Enseignement technique Isaac Tchiakpé. Elle a permis de replacer les événements dans leur contexte et de souli-

gner la nécessité de distinguer le Togo réel du Togo virtuel tel que véhiculé sur les réseaux sociaux.

« Nous nous sommes entretenus avec les missions diplomatiques accréditées au Togo pour leur expliquer la situation qui prévaut dans notre pays, la situation de calme, de stabilité. Les activités se déroulent normalement. Les examens nationaux se déroulent à la perfection. Les commerces ouvrent, l'ad-

Suite à la p 5 3

Manifestations survenues les 26, 27 et 28 juin 2025

Le procureur de la République s'est prononcé

Au Togo, le Procureur de la République, Talaka Mawama, s'est adressé à l'opinion. C'était le 6 juillet 2025 à travers la Télévision Togolaise (TVT). Au cours de cette sortie médiatique, il a donné des précisions importantes sur les récents événements ayant secoué la capitale.

En ce qui concerne la découverte de plusieurs corps dans les eaux lagunaires et au niveau du 4^e lac à Lomé dans la période où se déroulaient les manifestations politiques, le procureur de la République a annoncé l'ouverture d'une enquête judi-

ciaire. « Une enquête judiciaire a été immédiatement ouverte contre X afin de faire toute la lumière sur les circonstances exactes de ces décès », a indiqué le Procureur Mawama. Le but de cette procédure est de déterminer les causes réelles des morts et d'identifier les éventuelles responsabilités. Au total, 05 corps ont été repêchés, dont quatre décès par noyade. Deux de ces corps ont été retrouvés en état de décomposition avancée, et auraient péri avant le déclenchement des manifestations. Quant au cinquième corps, il n'a pas pu faire l'objet d'un



examen médico-légal, les proches ayant refusé toute autopsie.

En ce qui concerne les interpellations liées aux des 6, 26, 27 et 28 juin, le procureur a annoncé la libération de 87 personnes. 18 sont condamnées à 12 mois

dies volontaires, la dégradation de biens publics et privés, ainsi que les tentatives d'intimidation contre des citoyens souhaitant mener leurs activités normalement.

Il faut rappeler que les manifestations de juin 2025 ont été initiées via les réseaux sociaux par des blogueurs et influenceurs. À la veille des événements, le Gouvernement avait fait des sorties médiatiques pour attirer l'attention des populations sur le risque qu'elles court en participant à ces manifestations organisées dans l'illégalité.

WARAA

HAPLUCIA

La lutte contre la corruption bientôt enseignée à l'école

L'éducation à la lutte contre la corruption sera bientôt enseignée dans les écoles et centres de formation. Ce projet piloté par la Haute autorité de la prévention et de la lutte contre la corruption (HAPLUCIA) en collaboration avec les ministères chargés de l'éducation et de la formation professionnelle a pour objectif de promouvoir l'enseignement des valeurs d'éthique, d'intégrité, de probité, de redevabilité et de responsabilité à tous les niveaux du système éducatif et de formation afin de prévenir et combattre la corruption sous toutes ses formes dans notre pays.

A entendre le président du HAPLUCIA,

Kimelabalo ABA, il est précisément question de procéder à l'analyse des curricula d'éducation et de formation en lien avec l'éducation à la lutte contre la corruption à tous les niveaux d'étude ; élaborer la matrice des profils et des attentes par ordre d'enseignement et par niveau d'étude. Il est aussi question d'établir la liste des modules de formation pour l'enseignement supérieur et les écoles de formation des fonctionnaires et agents de l'État et du secteur privé ; élaborer les supports pédagogiques et

didactiques et intégrer l'éducation à la lutte contre la corruption dans les curricula et programmes de chaque niveau. « Ce n'est pas un simple ajout de contenus théoriques, mais bien d'un changement de paradigme, d'un engagement collectif pour forger une conscience citoyenne chez nos apprenants dès leur plus jeune âge. Il s'agit de faire de la lutte contre la corruption, l'affaire de tous, à commencer par nos enfants, nos élèves, nos apprenants. Ce projet n'est pas une initia-

Suite à la p 6

Elections locales 2025

La liste UNIR en opération de charme dans Lacs1

Au Togo, le parti UNIR veut ratisser large dans Lacs 1. Sa liste a déroulé le tapis rouge à la conquête des électeurs dans le cadre des élections municipales du 17 juillet 2025.

Les cadres du parti dans la localité, notamment les ministres Sandra Ablamba Johnson, Jean-Marie Tessi et le Maire Alexis Aquereburu ont au cours de cette journée entretenue une communion véritable entre les candidats UNIR et les populations des Lacs. Dans cette commune, 5 listes sont en lice pour les 11 sièges de conseillers. Parmi celles-ci, la liste du parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR) portée par le Maire sortant, Me Alexis Coffi Aquereburu qui mène des opérations de charme en défendant les contenus alléchants de son parti à travers des programmes multi-

électorale en direction des électeurs pour solliciter leurs voix.

Il faut rappeler que la campagne électorale s'est ouverte depuis le 1^{er} juillet 2025. Jusqu'au 15 juillet prochain, les partis politiques, regroupements de



candidats et indépendants vont silloner le pays afin de convaincre les électeurs sur leurs programmes et visions pour la gestion des collectivités locales. Au total, 494 listes sont en compétition, pour 1527 sièges à pourvoir dans les 117 communes au Togo.

Jack NUKUNU

L'État togolais déploie de gros moyens

Au Togo, entre le 11 janvier et le 31 mars 2025, les dépenses de personnel émergeant sur le budget général de l'État ont atteint 83 milliards de francs, contre un peu plus de 70 milliards à la même période un an plus tôt. Ce montant représente une augmentation de 13 milliards par rapport à la même période en 2024, soit une hausse de 19%.

Ces dépenses de personnel couvrent notamment les émoluments, les indemnités, les primes, les prestations familiales, les cotisations patronales ainsi que l'ensemble des charges liées au personnel inscrit au budget général.

Selon le Rapport d'exécution du budget de l'État, exercice 2025, la hausse de ces dépenses est due à la revalorisation des traitements de certains agents publics, ainsi qu'au paiement d'indemnités de départ à la retraite au bénéfice des 612 nouveaux retraités annoncés en janvier



dernier. Cette tendance haussière devrait se poursuivre au cours des prochains mois, avec la prise de fonction, depuis le 31 mars 2025, d'environ 3 000 nouveaux fonctionnaires appelés à intégrer l'administration publique.

Dans le détail, le personnel concerné par ces dépenses regroupe les fonctionnaires civils, le personnel militaire ainsi que les agents des communes.

Le Togo projette de déboursier une enveloppe de 355 milliards de francs pour couvrir la masse salariale des fonctionnaires de l'administration publique en

2025. Ce montant, inscrit dans la loi de finances équilibrée à 2 397 milliards, représente environ 14 % du budget total.

En effet, cette prévision de 355 milliards marque une hausse de 10 % par rapport à l'exercice 2024, où la masse salariale s'élevait à 321 milliards de francs CFA.

Les ressources seront affectées à diverses dépenses liées au personnel émergeant sur le budget général, notamment le paiement des émoluments, indemnités, primes, prestations familiales et cotisations patronales, sans oublier d'autres charges relatives

aux décaissements pour les agents de l'État. En plus des décaissements pour les agents de l'État, les dépenses incluent aussi les implications financières des ajustements et recrutements sectoriels qui auront lieu durant l'année.

Le gouvernement prévoit de consacrer 9 milliards à la modernisation de son administration publique cette année. Ces ressources vont financer le Projet de modernisation et de renforcement des capacités de l'administration publique pour la délivrance des services (PMAPDS), visant à améliorer les capacités institutionnelles du pays pour répondre aux ambitions fixées dans la feuille de route gouvernementale.

Dans cette dynamique de modernisation de l'administration, plusieurs services

publics ont déjà été numérisés, en phase avec l'objectif de digitaliser 75 % des démarches administratives d'ici à la fin de l'année 2025. Par ailleurs, pour renforcer les effectifs de l'administration publique, le Togo prévoit le recrutement de 14 000 nouveaux fonctionnaires en 2025. Le secteur de l'enseignement bénéficiera d'un grand nombre de postes, avec environ 8 000 recrutements prévus, soit près de 57 % du total des nouvelles entrées.

Le secteur de la santé recevra également un renfort important, avec plus de 2 400 nouveaux agents, tandis que celui des finances verra l'ouverture de 800 postes. L'École nationale d'administration (ENA) contribuera également à ce renforcement avec une centaine de nouveaux diplômés.

La Rédaction

Hôtel École Lébéné

Des cours de natation pour enfants, jeunes et adultes

L'Hôtel École Lébéné dispense les cours de natation aux enfants et adultes.

Certaines que la natation est une activité qui allie sport, plaisir et bien-être, l'administration de l'hôtel a prévu d'initier les populations à cette activité. « En plus d'être un élément de loisir et de sociabilité, la natation est un sport complet qui promeut le bien-être et la santé sous toutes ses formes. », nous a-t-elle confié. Dans ce sens, l'hôtel propose des abonnements men-

suels pour enfants, pour adultes et un package famille pour 4 personnes.

L'hôtel École Lébéné a aussi pensé à ceux qui savent déjà nager. Elle leur propose des



abonnements individuels et des abonnements familles. La piscine s'ouvre de 6h30 à 20h GMT.

Michel Tchadja

Récentes manifestations politiques au Togo

Le corps diplomatique rassuré

ministration est toujours ouverte. On n'a pas un pays en tension comme le présentent certains médias internationaux qui passent leur temps à décliner la sinistrose. Ces diplomates vivent à Lomé. Ils constatent que les vols internationaux atterrissent à Lomé tous les jours. C'est un pays en paix et stable », a déclaré le Ministre Isaac Tchiakpé.

Les ambassadeurs, consuls et représentants d'organismes

internationales ont pour leur part, salué l'initiative du gouvernement qui leur a permis d'être édifiés sur plusieurs aspects de la situation au Togo. Toutes les inquiétudes ont été dissipées à l'issue de cette rencontre. Ils ont exprimé leurs préoccupations face à la prolifération des fausses informations et encouragé le gouvernement à renforcer les mécanismes de lutte contre la désinformation pour préserver

la cohésion sociale et la stabilité.

Le Togo reste une terre d'accueil et d'hospitalité où règnent la paix, la sécurité et la stabilité dans un contexte régional fragile. A l'issue de ces échanges fructueux, le gouvernement attend des diplomates qu'ils remontent l'information juste et crédible à leurs nations respectives.

WARAA

Municipales 2025

M. PANETO Beguedouwe mobilise Fazao pour UNIR

La campagne électorale se poursuit dans toutes les villes et campagnes du Togo. Dans le canton de Fazao, les candidats du parti UNIR, zone nord de la préfecture de Sotouboua étaient en meeting le 08 juillet dernier.

Devant une population en liesse, la tête de liste, M. PANETO Beguedouwe a partagé la vision du parti à ses frères et sœurs du canton de FAZAO. Il a transmis les salutations du Président du Conseil



et appelé la population des monts FAZAO à plébisciter sa liste afin

de donner le pouvoir au gouvernement pour poursuivre les réalisations dans les communes.

Il faut rappeler que les élections législatives se tiennent le 17 juillet 2025. L'apothéose dans le canton de Fazao a eu lieu hier. Pour le moment, les différents candidats ont quelques jours encore pour séduire l'électorat. Nous y reviendrons.

WARAA

HAPLUCIA

La lutte contre la corruption bientôt enseignée à l'école

Suite de la p 4

technique professionnelle d'Adidogomé, au lycée Kara Sud et au centre régional de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de Kara. Au niveau supérieur, elle est prévue à la Faculté de droit de l'Université de Lomé, à l'Ecole nationale d'administration (ENA) de Lomé, à la Faculté de Droit et la Faculté de Science politique de l'Université de Kara. Après, suivra la phase de la généralisation qui prendra en compte tous les établissements scolaires du Togo.

La phrase de prétest va se dérouler à partir de la rentrée prochaine (2025-2026) au lycée de Légbassito, au lycée d'enseignement

Londou KAWANA

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280
Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201
Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

PHARMACIES DE GARDE Du 30 JUIN 2025 au 07 JUILLET 2025

PHARMACIE 3ème arrondissement	Bd du 13 janvier, près de l'immeuble fiata	22 21 52 27
PHARMACIE CENTRE	ASSITO, face WATT	22 21 83 30
PHARMACIE BON SAMARITAIN	Bd PADE SOUZA, HOPITAL DE BE	22 21 45 30
PHARMACIE OUMERS	01, Rue du Rotary club international angle Bd Felix Houphouët-Boigny 08 BP 8480 Lomé	22 27 04 34
PHARMACIE HORIZON	165, Bd du 13 janvier Nyakrakpoé, Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble AAC	22 20 42 42
PHARMACIE AVE MARIA	Face ENSF (Ecole Nationale des Sages Femmes) près du CHU Tokoin	22 22 33 01
PHARMACIE LIBERATION	Avenue Libération Prolongée	22 22 25 25
PHARMACIE BON SECOURS	Rue du Grand collège du plateau-cassablanca	22 45 76 74
PHARMACIE BAH	face EPP Hédranawé	22 26 03 20
PHARMACIE CITRUS	Atteguou carrefour DIA Grand contournement	22 44 59 24
PHARMACIE ISIS	Avenue Jean Paul II	22 44 83 87
PHARMACIE YEMBLA	58, Av. Aké face à la résidence	22 26 76 51
PHARMACIE FRATERNITE	Hédranawé près de la clinique St Joseph	96 80 09 19
PHARMACIE APOTHEKA	Face siège Fédération Togolaise de Football route de Kégué	22 61 57 75
PHARMACIE SEPOPO	ADAKPAME grand contournement, rond point Sawlato non loin de la station Sormayé	70 34 65 65
PHARMACIE OGRAIN D'OR	Ahadji - Kpota, Rue Carrefour Zorrobar, Grand Contournement, Lomé	71 90 11 66
PHARMACIE PHARMACIE 2000	BEKOTA	22 70 85 87
PHARMACIE BETHEL	ADIDOGOME Sovpé, bd du 30 Août, face OraBank et Banque Atlantique	98 58 64 64
PHARMACIE DE SECOLES	Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé	96 80 09 14
PHARMACIE EEL- NISSI	Route Lomé Kpalimé à 200 m de la station Total Apédoké	99 73 39 32
PHARMACIE HOSANNA	Carrefour Sagbadé-Sémékonawo, en face de la station service SANOL	97 77 69 59
PHARMACIE MAGNIFICAT	Adidogomé yokoé Agblégan, rue de la pampa à 100 m du palais royal de Yokoé	70 44 51 59
PHARMACIE GREEN RX	Séjé dans l'immeuble Mabiz Plaza Non loin du Rond point Douane	82 96 19 19
PHARMACIE MATHILDA	Route PATASSE- Lomégan - ODEF	22 51 15 34
PHARMACIE EL-SHAWDI	Face Ecole Théologique ESTAO	22 51 44 25
PHARMACIE ENVOU	Station d'Agbaépédogan	22 25 90 68
PHARMACIE LE GALIEN	Rue Pavée Adjidozén	22 51 71 71
PHARMACIE DES ROSES	AGOE- Vakposito près de l'entreprise de l'union	70 42 37 72
PHARMACIE BETANIA	Rue Sito, Totsi- Glenkom non loin de la salle des Témoins de Jéhovah	96 80 10 11
PHARMACIE VOLONTAS DE	Avédu, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City	70 42 23 60
PHARMACIE EL-SHAMMA	Sise à Amadiahomé à côté de la Maison des Jeunes	70 43 25 85
PHARMACIE NOTRE DAME DE LOURDES	Carrefour Maison Blanche en allant à "Deux Lions" en face de STAM	70 44 01 01
PHARMACIE ST ESPRIT	Sur la bretelle Agoué-Nyéké Kégué, Face au CEG Agoué-Est	70 40 29 06
PHARMACIE LA GRACE	Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoué	79 50 16 81
PHARMACIE TO-EPSON	Face Terminal du sahel (Toglékoppé)	22 25 91 65
PHARMACIE LIDDY	AGOE-DIKAME, Bernard Copé après la station CAP en face du Camp de tir	70 90 19 60
PHARMACIE REGINA PACIS	ADETIKOPE, Rte Nationale NO1 près du bar Sous l'Antenne	70 45 98 58
PHARMACIE KOBVOY	DAWIE, lie de la Nationale No1 avant le péage de Dawé en face de la Station Sanel	93 70 48 12
PHARMACIE ESPACE VIE	Agoué- Logopé non loin de la place de loisirs BKS 2	99 85 89 07
PHARMACIE LABARAKAT	Agoué LOGOPE, non loin de l'ECOLE LA BRUYERE A PROXIMITE DU CAMP GP	90 17 49 28
PHARMACIE EXCELLENCE	AGOE Dénakpé	22 50 24 47
PHARMACIE VITAS	Située à agoué Assiyé Du Côté ouest	22 25 63 43
PHARMACIE Pharmacie Zangura	Près du lycée Sanguera	70 42 80 80
PHARMACIE LA-SHEKINA	AGOE N'VIE Alonze carrefour Amadenta	93 33 92 05
PHARMACIE NELLYS	Kléme Agkopanou, non loin du château d'eau, sur la voie de Séjé à Sanguera	92 01 11 00
PHARMACIE SAG'BIBA	AGOE Nanégé à cote de la station T-ail	91 63 87 83
PHARMACIE DIEU LA GLOIRE	Marché de Légbassito, à côté de la Poste, sur le grand contournement	93 26 36 00
PHARMACIE MAWUNYO	AGOE-Sogbosito, route de Mission TOVE en face de la station OANDOTO	42 34 34 64
PHARMACIE DE L'ELEN	Route d'Anfo face cité Baguida	70 42 13 98
PHARMACIE AVEPOZO	AVEPOZO Be Komea côté de la place publique 04 BP: 353 Lomé-Togo	93 01 73 51
PHARMACIE LAPATIENCE	DJAGBLE A 300 mètres du CMS (Ayakéfé)	22 27 04 86
PHARMACIE SIKI	DJAGBLE, Hîheito à 200 m du complexe solaire la Perseverance rte Akakope-Gbamekpoé	

SAVOIR



NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr /

info@savoirnews.net

Situation sociopolitique expliquée aux médias

Le gouvernement clarifie et dénonce des actes de vandalisme à l'encontre de l'État

Suite aux manifestations des 26, 27 et 28 juin derniers à Lomé, le gouvernement togolais apporte des clarifications et situe l'opinion.

Face à la presse hier mercredi 9 juillet 2025 à Lomé, le gouvernement représenté par le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière Col. Hodabalo Awaté, le ministre de la Sécurité et de la protection civile Col. Calixte Madjoulba, le ministre des Droits de l'Homme, des relations avec les Institutions de la République Pacôme Adjourouvi et le ministre de l'Enseignement technique Isaac Tchiakpé, a replacé les événements dans leur



contexte et souligné la nécessité de distinguer le Togo réel du Togo virtuel tel que véhiculé sur les réseaux sociaux.

Selon les autorités, ces actes de vandalisme organisés par des activistes principalement basés à l'étranger engendrent de diverses interprétations et un flux de désinformation circulant sur ces événements.

De ce fait, le gouvernement a tenu à exposer les faits, apporter des clarifications et réaffirmer son engagement en faveur de la paix, de l'État de droit et du respect des libertés fondamentales. Le Ministre Isaac Tchiakpé a indiqué que le pays est stable et non en tension comme le présentent certains médias internationaux



qui passent leur temps à décliner la sinistrose. "C'est un pays en paix et stable", a-t-il déclaré.

En rapport avec les corps repêchés dans les lagunes de Lomé, les autorités ont indiqué qu'une enquête est en cours pour mieux clarifier les choses.

Au Togo, les manifestations sont encadrées par la loi", a rappelé le ministre de la

sécurité. Il a appelé la population à ne pas se faire manipuler par les réseaux sociaux.

Par ailleurs, le gouvernement rappelle que les prochaines élections municipales prévues le 17 juillet prochain auront lieu. "Toutes les dispositions sont prises pour la bonne tenue des élections", a rassuré le gouvernement.

Cécile S.



Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)



ASSURANCE MALADIE
UNIVERSELLE | **AMU INAM**



Chers prestataires AMU-INAM,

Pour informations, conseils, réclamations ou plaintes
Contactez **le service écoute et gestion des
plaintes des prestataires** de l'INAM

 **79 32 72 06**

 **8220**

 **plaintesprestataire@inam.tg**

INAM, toujours à votre écoute !